



Actes de la conférence internationale

*ENJEUX et PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES en AFRIQUE
FRANCOPHONE*

Dakar, 4-5-6 février 2019

Dépenses publiques et réduction de la pauvreté au Mali

Mahamadou Bassirou TANGARA

Enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
de Bamako, Laboratoire d'Économie appliquée au Développement – LAED
Bamako, Mali

mbtangara@gmail.com

Issoufou MOULEYE SOUMAÏLA

Enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
de Bamako, Coordinateur du Laboratoire d'Économie appliquée au
Développement – LAED Bamako, Mali

moulayee@yahoo.fr

Abdoulaye MAÏGA

Enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
de Bamako, Bamako, Mali

maigis@yahoo.fr

Kéba SISSOKO

Enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
de Bamako, Bamako, Mali

sissokokeba11@yahoo.fr

RÉSUMÉ *Cette étude examine l'effet des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté au Mali, de période 1990-2016. Le modèle à correction d'erreurs (MCE) a été utilisé pour les estimations. Les résultats obtenus montrent que les dépenses publiques d'éducation, de sécurité, de recherche agricole et des infrastructures ont un effet positif, mais faible, entraînant la diminution du taux de pauvreté. Cependant les dépenses publiques consacrées à la santé ont un effet négatif sur la réduction du taux de pauvreté au Mali. Ceci implique que le gouvernement doit revoir sa politique d'allocation des ressources dans tous les secteurs, principalement le secteur de la santé.*

MOTS CLÉS *Dépenses publiques, pauvreté, MCE et Mali*

Les idées et opinions exprimées dans les textes sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OFE ou celles de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

Pour citer ce document :

Tangara, M. B. ; Issoufou, M. S. ; Maïga, A. ; Sissoko, K. 2019. « Dépenses publiques et réduction de la pauvreté au Mali », dans *Enjeux et perspectives économiques en Afrique francophone* (Dakar, 4 – 6 février 2019). Montréal : Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal, 762-776 pages.

1. Introduction

La pauvreté demeure un phénomène complexe, multidimensionnel et difficilement mesurable. Sa réduction, voire son éradication, requiert des solutions multisectorielles intégrées. Plusieurs stratégies de lutte contre la pauvreté ont été mises en œuvre, sur les plans international et national. Au niveau international, en 2000, l'ONU à travers la déclaration du Millénaire a défini une plateforme de huit objectifs appelés les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à atteindre avant 2015. Parmi ces objectifs, dans le but de réduire de moitié la pauvreté et la faim dans le monde. Au niveau national au Mali, le gouvernement a entrepris plusieurs stratégies de réduction de la pauvreté, comme le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP, 2002-2006), le Cadre Stratégique pour la croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR, 2007-2011) et CSCR (2012-2017) ont été mise en œuvre. Malgré la mise en œuvre de ces politiques, programmes et projets le niveau de développement souhaité n'est pas encore atteint l'Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD, 2014) au Mali. En outre, en 2012, la réduction de la pauvreté est devenue un objectif prioritaire de l'ensemble des politiques publiques du Mali, cela malgré la mise en œuvre successive de politiques d'ajustement structurel depuis les années 80 et de cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté.

Après l'échéance des OMD, le taux de pauvreté reste encore élevé au Mali. En 2010, l'incidence de la pauvreté monétaire est estimée à 45,4%. On note, également que la pauvreté est un phénomène essentiellement rural au Mali avec en 2006, une incidence de la pauvreté en milieu rural de 87,4% (ODHD, 2014). Les populations rurales avec des conditions de vie précaires sont plus les touchées par la pauvreté au sens large du terme. Le taux de pauvreté monétaire a connu une baisse entre 2006 et 2011, passant de 47,5 % à 45,4%. Cette baisse de la pauvreté peut s'expliquer par une reprise de la croissance économique. La reprise de la croissance économique a été sur une courte durée, à cause de la crise de 2012. Cette crise a induit un ralentissement de la croissance économique avec une augmentation de la pauvreté entre 2011 et 2013, avant de fléchir légèrement en 2014 à 46,9%. En effet, le taux de pauvreté monétaire est passé de 45,4% en 2011 à 47,1% en 2013. En 2015, malgré la reprise des activités économiques, le taux de pauvreté a

légèrement augmenté en se fixant à 47,2% selon l'Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT, 2016).

À la recherche de réponses à ces interrogations, ce présent travail a comme objectif d'analyser les effets des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté au Mali. De façon spécifique, il s'agit d'abord d'examiner la relation entre les dépenses publiques consacrées à l'éducation et le niveau de pauvreté. Ensuite d'étudier les effets des dépenses allouées à la santé sur le taux de pauvreté.

Outre cette section d'introduction, le reste de l'article est composé de quatre sections. La deuxième partie est consacrée à la revue de la littérature, tandis que la troisième partie porte sur les matériaux et les méthodes. La quatrième section porte sur les résultats et les conclusions et la dernière section est en marge de la conclusion et des recommandations

2. Background et contexte

2.1 Variabilité de la pauvreté

Dans l'analyse de la pauvreté, il existe plusieurs approches pouvant être regroupées en deux grandes approches. Il s'agit de l'approche monétaire et l'approche non monétaire. L'approche monétaire est basée sur la notion d'utilité. Selon cette approche le bien-être résulte d'une insuffisance de ressources monétaires qui entraîne une consommation insuffisante. Elle s'appuie soit sur le revenu, soit sur la consommation traduite en valeur monétaire¹. Deux principes essentiels ressortent de cette approche. D'abord, les individus sont les seuls à savoir ce qui est dans leur intérêt, ils ont donc des préférences différentes. Ensuite, l'État doit limiter ses interventions dans l'économie, en mettant l'accent sur des politiques qui réduction de la pauvreté, à travers, l'augmentation de la productivité et par

¹ Il faut noter que, le bien-être économique n'est pas directement quantifiable car les agents économiques ont des préférences différentes en conséquence, l'approche monétaire de la pauvreté s'appuie sur l'utilisation de revenu ou de consommation comme mesure de bien-être. Un agent économique rationnel cherche à maximiser sa satisfaction, qui est l'expression de ses préférences (choix différents), en fonction des contraintes qui pèsent sur lui.

conséquent le revenu. Le caractère unidimensionnel de cette approche a conduit à la compléter avec l'approche de la pauvreté non monétaire².

L'approche non monétaire, contrairement aux utilitaristes, se base sur la définition du bien-être d'un point de vue social. En effet le bien-être n'est pas traduit en termes de ressources monétaires, mais en termes de libertés et d'accomplissements. Conduite par Sen (1993), cette approche repose sur le concept de « justice sociale ». Ici la « chose » qui manque n'est pas l'utilité ni les besoins de base, mais les habilités ou capacités humaines jugées fondamentales pour pouvoir accéder à un certain niveau de vie. Le bien-être ce n'est pas la possession de biens, mais d'être bien nourri, bien éduqué, en bonne santé, de participer à la vie collective, etc. Cet ensemble de facteurs détermine la valeur de la vie. Sen (1993) indique que la valeur de la vie d'un individu dépend d'un ensemble de façons de faire et d'être.

Les capacités d'un individu sont déterminées par ses potentialités qui correspondent à des dotations en capital social, capital humain, capital physique et capital économique, ainsi que par ses opportunités, qui sont conditionnées par l'environnement propre à l'individu qui déterminera ses choix possibles, c'est-à-dire les contraintes de fonctionnement. Les fonctionnements sont des accomplissements, alors que les capacités décrivent la liberté de choisir parmi les différents fonctionnements. En tenant compte de la théorie de « capacité », un pauvre se définit comme une personne qui n'a pas les capacités d'atteindre un certain sous-ensemble de fonctionnements. De façon opérationnelle, la pauvreté est donc la privation de cette fonctionnalité.

2.2 Évolution de la pauvreté au Mali

Le Mali à l'instar des autres pays en développement a mis en œuvre plusieurs stratégies pour lutter contre la pauvreté. Dans ce cadre les organismes internationaux ont élaboré plusieurs stratégies après l'échec des programmes ajustements structurels (PAS) : par exemple, l'initiative en faveur des Pays Pauvre Très Endettés (PPTE) en 1996 à

² Soutenu par les travaux de A. Sen (1993) appelée aussi pauvreté multidimensionnelle ou pauvreté des conditions de vie.

Copenhague, le nouveau partenariat pour le développement (NEPAD) en 2002 à Johannesburg et en 2006 les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et récemment en 2015 les Objectifs du Développement Durable.

Généralement le phénomène de la pauvreté est appréhendé au Mali à travers deux dimensions essentielles, monétaires et non monétaires ou des conditions de vie. L'analyse de l'évolution de la pauvreté au Mali permet de noter plusieurs phases distinctes. De 2011 à 2013, la pauvreté monétaire s'est accentuée aussi bien en milieu urbain hors Bamako (de 47 à 49,3%) qu'en milieu rural (de 51 à 54,5%). Un infléchissement relativement faible a été enregistré en 2014, car le milieu rural a connu une diminution passant de 54,5% à 52,8%, tout comme le milieu urbain hors Bamako où le taux de pauvreté est passé de 49,3% à 46,6%. Le taux de pauvreté dans le district de Bamako en 2014 est de 11,1% contre 10,3% en 2013. Il convient de noter que l'incidence de la pauvreté en 2014 au niveau national, à Bamako et en milieu rural est plus élevée que son niveau de 2011. La pauvreté dans les villes autres que Bamako en 2014 a diminué par rapport à son niveau de 2011 (INSTAT, 2016).

3. Dépenses publiques et réduction de la pauvreté

Par définition, les dépenses publiques traduisent dans une certaine mesure l'orientation des autorités en matière de politique budgétaire permettant d'appréhender les efforts consentis pour améliorer les conditions de vie des ménages à travers leurs composantes sociales (voie de transmission directe), et/ou les autres dépenses (infrastructure, énergie...) susceptibles de réduire la pauvreté via des canaux de transmission indirects.

La relation entre les dépenses publiques et la réduction de la pauvreté a fait l'objet de plusieurs études (Asghar et al., 2012; Diagne et al., 2018; Fan et Zhang, 2008; Jha et al., 2011; Olanubi and Osode, 2017). Les résultats empiriques trouvés sont assez nuancés par rapport à la significativité de l'impact de ces dépenses sur la réduction de la pauvreté.

D'une manière générale, il ressort des études antérieures que les dépenses publiques ont un effet positif sur la réduction de la pauvreté. Au niveau sectoriel, il existe une relation stable

à long terme entre niveau de pauvreté et dépenses sectorielles du gouvernement au Kenya (Omari et al., 2016).

4. Méthode et outils

4.1 Approche théorique

Le modèle théorique adopté dans cette étude est l'approche de la pauvreté par "capability" (Sen, 1993). Selon cette théorie, contrairement aux théories utilitaristes et de besoin, la chose qui explique la pauvreté n'est ni l'utilité ni la satisfaction de besoins de base, mais des habiletés ou des capacités humaines. L'école des capacités considère donc comme pauvre, une personne qui n'a pas les capacités d'atteindre un certain sous-ensemble de fonctionnements. La considération des capacités et des fonctionnements oblige à prendre en compte les caractéristiques personnelles des individus.

Cette approche permet d'aborder la pauvreté à sa source, en considérant la pauvreté comme le résultat d'une incapacité à saisir les opportunités qui se présentent en raison d'un manque de capacités résultant d'une santé déficiente, d'une éducation insuffisante, de déséquilibres nutritionnels, etc.

La relation théorique peut-être formalisée comme suit :

$$\mathit{taux_pauv} = f(\mathit{dep_edu}, \mathit{dep_sant}, \mathit{dep_sec}, \mathit{dep_infras}, \mathit{dep_rech.agr}) \dots\dots (1)$$

taux_pauv = taux de pauvreté

dep_edu = dépense en éducation

dep_sant = dépense en santé

dep_sec = dépense en sécurité

dep_infras = dépense en infrastructure

dep_rech.agr = dépense en recherche agricole

4.2 Spécification du Modèle

De façon empirique, pour étudier la relation entre les dépenses publiques et la réduction de la pauvreté plusieurs méthodes sont utilisées. Il s'agit, principalement, le modèle à correction d'erreur (Asghar et al, 2012), les moindres carrés ordinaires (MCO) de (Okulegu, 2013), techniques autorégressives du décalage (Dahmardeh, et Tabar, (2013)). Dans cette étude, nous avons opté pour les MCE pour l'estimation de notre modèle.

Le but de cet article est d'analyser la relation de long terme entre les dépenses gouvernementales et le taux de pauvreté en présence de variables exogènes (dépenses d'éducation, dépenses de santé, dépenses de sécurité, dépenses d'infrastructure et dépenses de recherche agricole).

De l'équation (1) la spécification empirique suivante est établie :

$$\begin{aligned} \text{taux}_{pauv} = & \beta_0 + \beta_1 \text{dep_edu}_t + \beta_2 \text{dep_san}_t + \beta_3 \text{dep_sec}_t + \beta_4 \text{dep_infrast}_t \\ & + \beta_5 \text{dep_rech. agr}_t + \varepsilon_t \dots \dots \dots (2) \end{aligned}$$

La stationnarité des variables des dépenses publiques et celle de la variable de la pauvreté sont testées en utilisant Dickey-Fuller (ADF) procédure de test de racine unitaire. La procédure de test (MCO) est utilisée pour tester la corrélation entre dépenses publiques et le taux de pauvreté (taux_pauv). Quant à la relation de long terme entre les dépenses publiques et le taux de pauvreté, elle est testée à l'aide de celui de Johansen.

4.3 Variables et source des données

taux_pauv : est la ration de pauvreté. Il est obtenu en faisant le rapport entre le nombre de pauvre et la population totale.

dep_edu : la part des dépenses publiques allouée à l'éducation ;

dep_sant : la part des dépenses publiques allouée au secteur de la santé. En d'autres termes la part des dépenses de santé dans le PIB.

dep_sec : la part des dépenses publiques allouée au secteur de l'armée.

dep_infras : la part des dépenses publiques allouée au secteur des infrastructures.

dep_rech.agr : la part des dépenses publiques allouée au secteur de la recherche agricole.

Les données utilisées, pour les variables dépenses de santé, éducation et de pauvreté, proviennent de la base de données de la banque mondiale couvrant la période 1990-2016.

5. Résultat et discussion

5.1 Test de Stationnarité

L'examen des propriétés des variables est important, car si deux variables ou plus, dans un modèle de régression ne sont pas stationnaires à niveau, alors les erreurs-types produites par l'estimation de régression seront biaisées, d'où l'existence d'une relation entre les variables du modèle non fiable (Mahadeva, et Robinson, 2004). Les propriétés des variables de l'équation (2) sont examinées par le test de racine unitaire de Dickey-Fuller Augmenté (1981) et deviennent stationnaires après la différence première comme indiqué dans le tableau 1.

Tableau 1: Test de Dickey Fuller Augmenté (ADF)

	Constant	sans constant	
Variables	Niveau	Différence 1 ^{ère}	Intégration
taux_pauv	-1,348	-4,347***	I (1)
dep_edu	-1,588	-6,515***	I (1)
dep_sant	-2,935	-3,528**	I (1)
dep_sec	0,208	-3,476**	I (1)
dep_infras	-2,249	-4,487***	I (1)
dep_rech.agr	-2,454	-4,857***	I (1)
1%	-3,75	-3,750	
5%	-3,00	-3,000	
10%	-2,63	-2,630	

Significativité : *, ** et *** sont respectivement 1%, 5% et 10%

Source : Auteurs (2019)

5.2 Test de cointégration

Étant donné que les variables sont intégrées à l'ordre 1, nous examinons la présence de la co-intégration entre les variables. À cette fin, la technique de co-intégration de Johansen est utilisée, car le modèle spécifié est univarié. Le résultat du test de co-intégration de Johansen indique l'existence de trois relations de co-intégration lorsqu'on prend pour méthode de décision la trace statistique. Les traces statistiques des rangs $r = 0$, $r = 1$ et $r = 2$ sont supérieures au seuil de convention de 5%, ce qui signifie ce qui explique une relation d'équilibre de long terme entre ces variables.

Tableau 2: Test de cointégration

Rang	Maximum	Parms	LL	Valeur propre	Trace Statistique	5% Valeur Critique	1% Valeur Critique
0	0	0	77,898777		130,4292	102,14	111,01
1	12	12	98,653623	0,79740	88,9195	76,07	84,45
2	22	22	114,28771	0,69959	57,6513*1	53,12	60,16
3	30	30	125,78815	0,58714	34,6505*5	34,91	41,07
4	36	36	134,52087	0,48918	17,1850	19,96	24,60
5	40	40	140,51186	0,36925	5,2031	9,42	12,97
6	42	42	143,11338	0,18137			

Rang	Maximum	Parms	LL	Valeur propre	Trace Statistique	5% Valeur Critique	1% Valeur Critique
0	0	0	77,898777		41,5057	40,30	46,82
1	12	12	98,653623	0,79740	31,2682	34,40	39,79
2	22	22	114,28771	0,69959	23,0009	28,14	33,24
3	30	30	125,78815	0,58714	17,4654	22,00	26,81
4	36	36	134,52087	0,48918	11,9820	15,67	20,20
5	40	40	140,51186	0,36925	5,2031	9,24	12,97
6	42	42	143,11338	0,18137			

Source: auteurs, données de la Banque Mondiale (1990-2016)

5.3 Estimation de la régression du Modèle à Correction d'Erreur (MCE)

Nos résultats montrent que, les dépenses d'éducation (dep_edu), de sécurité (dep_sec), en infrastructures (dep_infras) en recherche agricole, ont eu des effets positifs sur la réduction du taux de pauvreté alors que les dépenses de santé ont eu un effet négatif et négligeable sur le taux de pauvreté, ce résultat négatif des dépenses de santé peut être expliqué en partie

de l'étude des effets des dépenses en santé sur l'appauvrissement des ménages au Bénin par Houeninvo, (2014). Ces résultats ont montré que le manque de couverture maladie complète et d'accès aux centres de santé expose les ménages vulnérables à des risques d'appauvrissement. Nous constatons que le Mali a commencé sa politique d'assurance maladie obligatoire tout récemment en 2011 ; par ailleurs, cette assurance couvre difficilement les zones rurales qui ont moins de centres de santé ou encore à l'accès difficile, ce qui ne facilite pas la réduction de la pauvreté dans ces zones. Cet effet d'appauvrissement est plus sévère pour les ménages ruraux et pauvres en sachant que, la population rurale au Mali s'élève à 58.42 % de la population totale (données de la Banque Mondiale, 2017). Odior (2014) a montré qu'il était difficile pour le Nigeria d'atteindre les OMD en matière de réduction de la pauvreté sans investir dans l'éducation, l'une des politiques en faveur des pauvres visant à améliorer le capital humain. La preuve d'un effet positif des dépenses d'éducation sur la réduction de la pauvreté est conforme à celle obtenue par Niang (2005).

Tableau 3: Estimation du modèle MCE

taux_pauv	Coefficient	Std. Error	T	Prob.
D.dep_edu	-0,035	0,216	-0,16	0,871
D.dep_sant	0,017	0,150	0,12	0,908
D.dep_sec	-0,278	0,140	-1,99	0,061
D.dep_infras	-4,42e-12	8,72e-12	-0,51	0,618
D.dep_rech.agri	-0,010	0,070	-0,14	0,887
Erreurs MCE	-0,458	0,191	-2,39	0,027
Constante	-0,003	0,020	0,16	0,876

Source: auteurs, données de la Banque Mondiale (1990-2016)

L'importance de ces résultats est que les dépenses de santé au cours des années ont été inactives pour s'attaquer aux problèmes du taux de pauvreté qui peut être une menace sérieuse de la réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030 « Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde ».

5.4 Test de causalité de Granger

Le sens de la causalité économique est un élément essentiel pour élaborer une politique économique ou pour effectuer des prévisions. En conséquence, afin de tirer les enseignements qui s'imposent dans le cas du Mali, la cointégration avérée des six variables nous conduit à faire l'analyse du test de causalité de Granger par une estimation économétrique. Les résultats de l'estimation figurent dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4: Test de causalité

Équation	Excluded	Chi2	df	Prob > chi 2
	ALL	200.07	6	0.000

Source: auteurs, données de la Banque Mondiale (1990-2016)

D'après ce tableau, toutes les variables exogènes ont un effet significatif, mais très faible dans la réduction de la pauvreté et qu'elles ne dépendent pas l'une sur l'autre.

5. Conclusion

L'étude a analysé l'effet des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté au Mali. Nos résultats ont montré que, les dépenses publiques consacrées aux autres secteurs ont un impact positif, mais faible sur la réduction du taux de pauvreté. Par contre, les dépenses publiques dans le secteur de la santé n'ont pas permis de réduire significativement le niveau de pauvreté au Mali. Ces résultats corroborent ceux de la plupart des études empiriques récentes sur le sujet. Victor E. Oriavwote et Andrew Ukawe (2018) ont recommandé que le gouvernement nigérian revoie ses politiques allocations des dépenses dans le secteur de la santé, car cela réduira le niveau de pauvreté grâce à une augmentation du revenu par habitant.

Pour la réduction de la pauvreté au Mali, le gouvernement devrait augmenter et suivre correctement ses dépenses dans tous les secteurs afin d'avoir une allocation efficace. Il doit être vigilant à la répartition spatiale ou à l'accès des services de santé, sur toute l'étendue du territoire, surtout en milieu rural, pour que les dépenses dans ce secteur puissent avoir un effet sur la réduction de la pauvreté.

Références

- Asghar, N., Hussain, Z., & Rehman, H. U. (2012). The impact of government spending on poverty reduction: Evidence from Pakistan 1972 to 2008. *African Journal of Business Management*, 6(3), 845-853.
- Binet, M. E. (2011), “Estimer la fonction de dépenses publiques locales avec et sans mesure du prix : les apports du système linéaire de dépenses,” *Revue d'économie politique*, 121(4), 583–605.
- Dahmardeh, N., & Tabar, M. H. (2013). Government Expenditures and its Impact on Poverty Reduction (Empirical From Sistan and Baluchestan Province of Iran). *International Journal of Academic Research in Economics and Management Sciences*, 2(1), 251.
- Diagne, P.B., H. Sy, and R. Wane (2018), “Impact des Dépenses Publiques sur la Pauvreté et les Inégalités Sociales au Sénégal : Bourses de Sécurité Familiale et CMU,” 38.
- Fan, S., and X. Zhang (2008), “Public Expenditure, Growth and Poverty Reduction in Rural Uganda,” *African Development Review*, 20(3), 466–496.
- Houeninvo, G. H. (2014), “Dépenses en santé et appauvrissement des ménages au Bénin,” *Revue d'Économie Théorique et Appliquée*, pp. 21-42
- Jha, P., Kesler, M. A., Kumar, R., Ram, F., Ram, U., Aleksandrowicz, L., & Banthia, J. K. (2011). Trends in selective abortions of girls in India: analysis of nationally representative birth histories from 1990 to 2005 and census data from 1991 to 2011. *The Lancet*, 377(9781), 1921-1928.
- Mahadeva, L., & Robinson, P. (2004). *Unit root testing to help model building*. Centre for Central Banking Studies, Bank of England.
- Niang, B. B. (2005). Les dépenses publiques d'éducation sont-elles pro pauvres? Analyse et Application au cas du Sénégal. In Conférence régionale sur l'éducation en Afrique de l'Ouest (pp. 1-2).

ODHD : Foi, U. P. U. B. U., & Général, S. (2014). RAPPORT NATIONAL SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN, Edition 2014.

Odior, E.S.O. (2014), "Government expenditure on education and poverty reduction: implications for achieving the MDGS in Nigeria a computable general equilibrium micro-simulation analysis," *Asian Economic and Financial Review*, 23.

Okulegu, B. E. (2013). Government spending and poverty reduction in Nigeria's economic growth. *International Journal of Social Sciences and Humanities Reviews*, 4(1), 103-115.

Olanubi, S.O., and O.E. Osode (2017), "The efficiency of government spending on health: A comparison of different administrations in Nigeria," *Journal of Policy Modeling*, 39(1), 79–98.

Omari, L.V., and W. Muturi (2016), "The Effect of Government Sectoral Expenditure on Poverty Level in Kenya," 11.

Oriavwote, V.E., and A. Ukawe (2018), "Government Expenditure and Poverty Reduction in Nigeria," *Journal of Economics and Public Finance*, 4(2), 156.

Sen, A. (1993), "Capability and Wellbeing⁷³," *The quality of life*, 30.